

De son côté, le Brésil devait, en 1774, aux négocians de la métropole 15,165,980 liv. C'était du moins l'opinion de l'homme qui a le plus étudié, le mieux connu ce grand établissement.

xvvi.  
Liaisons  
extérieures  
du Brésil.

La colonie a formé des liaisons de commerce avec diverses contrées du globe. Autrefois, les vaisseaux qui revenaient des Indes orientales en Portugal y relâchaient, et y vendaient une partie de leur cargaison; cette communication a été interrompue dans les temps modernes, pour des raisons que nous ignorons, mais qui ne sauraient être bonnes.

La côte occidentale de l'Afrique, depuis les îles du Cap-Verd, jusqu'au-delà du pays d'Angole, est plus fréquentée que jamais par les navigateurs du Brésil; et ceux de Rio-Janeiro ont commencé, assez récemment, à se porter sur la côte orientale. Dans ces voyages sont employés des bâtimens construits dans la colonie même, qui n'ont pas moins de soixante tonneaux, ni plus de cent quarante. Des nègres ou des mulâtres forment la totalité ou la plus grande partie des équipages: c'est pour l'exploitation des mines, c'est pour la culture des terres que se fait ce grand mouvement. Des états très-authentiques, que nous avons sous les yeux, démontrent que chacune des huit dernières années, on a arraché de ces malheureux rivages, seize mille trois cent trois esclaves, qui, à raison de 312 liv., l'un dans l'autre, ont dû coûter 5,161,536 liv. On les a payés

avec l'or, le tabac, les eaux-de-vie de sucre, les toiles de coton que fournit le Brésil, avec la verroterie, les miroirs, les bonnets rouges, les rubans, diverses quincailleries, arrivés d'Europe.

Les liaisons de la colonie avec les îles portugaises ont un autre but. Madère lui envoie tous les ans, sur huit ou neuf petits navires, pour 400,000 livres de vin, de vinaigre et d'eau-de-vie; elle reçoit des Açores, sur quatre ou cinq bâtimens de plus, pour 610,000 liv. des mêmes boissons, auxquelles on joint des toiles de lin, des viandes salées et des farines. Les agens de ce commerce se chargent en retour des productions du Brésil dont la métropole ne s'est pas réservée la propriété exclusive. Ces différentes branches de commerce réunies n'emportent chaque année, des denrées de la colonie, que pour 2,271,000 livres.

Presque toutes les richesses de cette vaste contrée du Nouveau-Monde arrivèrent en Portugal. Depuis 1770 jusqu'en 1775, elles s'élevèrent annuellement à 56,949,290 liv. L'or, les diamans, quatre cent quarante-trois mille quintaux de sucre, cinquante-huit mille cinq cents quintaux de tabac, quatre mille cinq cents quintaux de coton, vingt mille quintaux de bois de teinture, cent quatorze mille quatre cent vingt cuirs, d'autres objets moins importans, formèrent ce grand produit.

Quelques variations ont suivi l'époque dont on vient de parler: elles ne nous sont pas assez



connues, pour que nous en puissions parler avec la dernière précision. Ce que nous savons certainement, c'est que la métropole a reçu tous les ans de Rio-Janeiro, un peu plus de café, un peu plus d'indigo, mille quintaux de sucre de plus qu'elle n'en recevait antérieurement; ce que nous savons certainement, c'est que le Para et le Maragnan lui ont envoyé tous les ans trois cent vingt-un quintaux de riz, et cent quatre-vingt-douze quintaux de coton de plus qu'ils ne lui envoyaient autrefois; ce que nous savons certainement, c'est qu'il y a eu tous les ans une diminution de quatre mille cuirs et de 965,000 liv. en or dans les envois qui lui ont été faits.

La colonie est payée avec des marchandises qui, originairement, n'ont pas coûté au-dessus de quinze ou seize millions. Les droits que s'est réservés le souverain, divers monopoles, des taxes exorbitantes, la cherté du fret, le bénéfice du marchand, absorbent le reste.

Le Portugal ne fournissait autrefois de son propre fonds, à la colonie, que quelques boissons. Depuis que l'industrie de ses provinces a été un peu réveillée, il suffit à la moitié des consommations qui se font dans la contrée du nouvel hémisphère qui lui est soumise.

C'est avec les deux tiers des produits du Brésil qu'on livre à l'étranger; c'est avec l'or et les diamans qui arrivent de cette région; c'est avec les vins, les laines, les sels, les fruits de la mé-

tropole même, que le Portugal parvient à payer soixante millions de marchandises qu'il reçoit annuellement des diverses contrées de l'Europe. Il y a eu de grandes variations dans la part que les différens peuples ont prise à ce commerce. En 1787, il fut fait par trois cents navires nationaux, trois cent trente-deux anglais, cent vingt-huit français, soixante-douze hollandais, soixante-neuf suédois, cinquante-quatre danois, trente-trois américains, vingt-trois espagnols, quatorze ragusiens, six vénitiens, cinq impériaux, trois maltais, deux napolitains, un hambourgeois, un toscan, un dantzickois, un de Brème: en tout par mille quarante bâtimens, plus ou moins richement chargés. On ne s'est pas toujours ainsi disputé les dépouilles de cette nation.

Les premières conquêtes des Portugais en Afrique et en Asie, n'étouffèrent pas les racines de leur industrie. Quoique Lisbonne fût devenue le magasin général des marchandises des Indes, ses manufactures de soie et de laine se soutinrent: elles suffisaient à la consommation de la métropole et du Brésil. L'activité nationale s'étendait à tout, et couvrait en quelque manière un vide de population qui augmentait tous les jours. Parmi la foule de calamités dont la tyrannie espagnole écrasa le royaume, on n'eut pas à déplorer la cessation du travail intérieur. Le nombre des métiers n'avait guère diminué, lorsque le Portugal recouvra sa liberté.

xxvii.  
Le Portugal  
et ses  
établisse-  
mens  
éloignés sont  
tombés  
dans l'état  
de la plus  
grande  
dégradation.  
Comment  
cela s'est-il  
fait?



L'heureuse révolution qui plaça le duc de Bragançe sur le trône, fut l'époque de cette décadence : l'enthousiasme saisit les peuples ; une partie passa les mers pour aller défendre les possessions éloignées, contre un ennemi qu'on croyait plus redoutable qu'il ne l'était ; le reste s'arma pour couvrir les frontières. L'intérêt général fit taire les intérêts particuliers, et tout citoyen s'occupa uniquement de la patrie. Il devoit arriver naturellement que, lorsque le premier feu seroit passé, chacun reprendrait ses occupations ; malheureusement la guerre cruelle qui suivit ce grand événement, fut accompagnée de tant de ravages dans un pays ouvert de tous côtés, qu'on aima mieux ne pas travailler, que de s'exposer à voir ruiner continuellement le fruit de ses travaux. Le ministère favorisa cette inaction par des mesures dont on ne peut le blâmer trop sévèrement.

Sa position le mettoit dans la nécessité de former des alliances. La politique seule lui assurait celle de tous les ennemis de l'Espagne : les avantages qu'ils devoient retirer de la diversion du Portugal, ne pouvoient manquer de les attacher à ses intérêts. Si la nouvelle cour avoit eu des vues aussi étendues que son entreprise le faisoit présumer, elle auroit senti qu'il étoit inutile de faire des sacrifices pour acquérir des amis. Une précipitation funeste ruina ses affaires : elle livra son commerce à des puissances, presque aussi

intéressées qu'elle-même à sa conservation. Cet aveuglement leur fit croire qu'elles pouvoient tout hasarder ; et leur avidité osa franchir encore les privilèges qu'on leur avoit si mal à propos prodigués. L'industrie portugaise fut entièrement écrasée par cette concurrence. Une faute du ministère de France la releva un peu.

Cette couronne possédoit depuis assez longtemps quelques îles en Amérique. Les entraves, dont on les avoit enveloppées, avoient étouffé jusqu'alors leur fertilité. Une liberté bien dirigée y auroit infailliblement et rapidement animé les cultures. On préféra d'assurer au monopole qui les tenoit asservies, l'approvisionnement exclusif du royaume ; et les sucres, les tabacs du Brésil y furent sévèrement interdits en 1664. La cour de Lisbonne aigrie, comme elle devoit l'être, par cette prohibition inconsidérée, défendit de son côté l'entrée des manufactures françaises, les seules qui eussent à cette époque de la faveur dans le Portugal. Gènes s'empara aussitôt de la fourniture des soieries, qu'elle a depuis toujours conservée ; l'Angleterre s'appropriâ celle des étoffes de laine, mais avec un succès moins soutenu. Les Portugais, dirigés par des ouvriers appelés de toutes parts, commencèrent, en 1681, à mettre eux-mêmes en œuvre les toisons de leurs troupeaux. Les progrès de cette industrie furent assez rapides, pour qu'en 1684 on pût proscrire plusieurs espèces



de draps étrangers, et bientôt après ceux de toute espèce.

La Grande-Bretagne vit avec chagrin ces arrangements. Elle s'occupa long-temps et vivement du projet de se rouvrir la communication qui lui avait été fermée. Ses soins lui promettaient quelquefois une issue favorable ; mais l'instant d'après il fallait renoncer à des espérances qu'on avait dû croire les mieux fondées. On ne pouvait prévoir où tant de mouvemens aboutiraient, lorsqu'il se fit dans le système politique de l'Europe, un changement qui bouleversa toutes les idées.

Un petit-fils de Louis XIV fut appelé au trône d'Espagne. Toutes les nations furent effrayées de l'agrandissement d'une maison, qu'on trouvait déjà trop ambitieuse et trop redoutable. Le Portugal, en particulier, qui n'avait vu jusqu'alors dans la France qu'un appui solide, n'y voulut plus voir qu'un ennemi qui désirerait nécessairement, qui procurerait peut-être son oppression. Cette inquiétude le précipita dans les bras de l'Angleterre, qui, accoutumée à tourner tous les événemens à l'avantage de son commerce, ne pouvait manquer de saisir avec chaleur une occasion si favorable à ses intérêts. Son ambassadeur Méthuen, négociateur profond et délié, signa, le 27 décembre 1703, un traité par lequel la cour de Lisbonne s'engageait à permettre l'entrée de toutes les étoffes de laine de la Grande-Bretagne, sur le même pied qu'avant leur prohibition ; à con-

dition que les vins de Portugal paieraient un tiers de moins que ceux de France aux douanes d'Angleterre.

Les avantages de cette stipulation, bien réels pour l'une des deux parties contractantes, n'étaient qu'apparens pour l'autre. L'Angleterre, qui obtenait un privilège exclusif pour ses manufactures, puisqu'on laissait subsister l'interdiction pour celles des autres nations, n'accordait rien de son côté, ayant déjà établi pour son intérêt particulier, ce qu'elle montrait à son allié sous l'aspect d'une faveur tout-à-fait signalée. Depuis que la France ne tirait plus de draps de la Grande-Bretagne, on s'était aperçu que la cherté de ses vins nuisait trop à la balance, et l'on avait cherché à en diminuer la consommation par l'augmentation des droits. Cette rigueur a été poussée plus loin par les mêmes motifs, sans qu'on ait cessé de la faire envisager à la cour de Lisbonne, comme une preuve de l'attachement qu'on avait pour elle.

Les manufactures portugaises ne purent soutenir la concurrence anglaise : elles disparurent. La Grande-Bretagne habilla son nouvel allié ; et comme ce qu'elle achetait de vin, d'huile, de sel, de fruits, n'était presque rien en comparaison de ce qu'elle vendait, il fallut lui livrer l'or du Brésil. La balance pencha de plus en plus de son côté, et il n'était guère possible que cela fût autrement.



Tous ceux qui se sont élevés à la théorie du commerce, ou qui en ont suivi les révolutions, savent qu'un peuple actif, riche, intelligent, qui est parvenu à s'en approprier une branche principale, ne tarde pas à s'emparer des autres branches moins considérables. Il a de si grands avantages sur ses concurrens, qu'il les dégoûte, et se rend le maître des contrées qui servent de théâtre à son industrie. C'est ainsi que la Grande-Bretagne parvint à envahir tous les produits du Portugal et de ses colonies.

Elle lui fournissait son vêtement, sa nourriture, sa quincaillerie, les matériaux de ses édifices, tous les objets de son luxe; elle lui renvoyait ses propres matières manufacturées. Un million d'Anglais, artisans ou cultivateurs, étaient occupés de ces travaux utiles.

Elle lui vendait des vaisseaux, des munitions navales, des munitions de guerre pour ses établissemens du Nouveau-Monde, et faisait toute sa navigation dans l'ancien.

Elle avait mis dans ses mains tout le commerce d'argent du Portugal. On en empruntait à trois ou trois et demi pour cent à Londres, et on le négociait à Lisbonne, où il en valait dix. Au bout de dix ans, le capital était payé par les intérêts, et il se trouvait encore dû.

Elle lui enlevait tout le commerce intérieur. Des maisons anglaises, établies à Lisbonne, recevaient les marchandises de leur patrie, et les

distribuaient à des marchands répandus dans les provinces, qui les vendaient le plus souvent pour le compte de leurs commettans. Un modique salaire était l'unique fruit de cette industrie, avilissante pour une nation qui travaillait chez elle-même au profit d'une autre.

Elle lui ravissait jusqu'à la commission. Les flottes destinées pour le Brésil appartenait en entier aux Anglais. Les richesses qu'elles rapportaient devaient leur revenir; ils ne souffraient pas seulement què ces produits passassent par les mains des Portugais, dont ils n'empruntaient et n'achetaient que le nom, parce qu'ils ne pouvaient s'en passer. Ces étrangers disparaissaient aussitôt qu'ils étaient parvenus au degré de fortune qu'ils s'étaient proposé, et tenaient l'état aux dépens duquel ils s'enrichissaient, dans un épuisement continuel. Il est prouvé, par les registres des flottes, que dans l'espace de soixante ans, c'est-à-dire, depuis la découverte des mines jusqu'en 1756, il était sorti du Brésil, en or, deux milliards quatre cents millions de livres: cependant tout le numéraire du Portugal se réduisait à cette dernière époque, à quinze ou vingt millions; et cet état en devait cent ou davantage.

Mais ce que Lisbonne perdait, Londres le gagnait. L'Angleterre n'était appelée par ses avantages naturels, qu'à être une puissance du second ordre. Quoique les changemens arrivés successivement dans sa religion, dans son gouverne-



ment, dans son industrie, eussent amélioré sa situation, augmenté ses forces, développé son génie, il ne lui était pas possible de parvenir à un premier rôle. Elle avait éprouvé que ces moyens, qui, dans les gouvernemens anciens, pouvaient élever un peuple à tout, lorsque, sans liaisons avec ses voisins, il sortait pour ainsi dire seul de son néant, n'étaient pas suffisans dans les temps modernes, où la communication des peuples rendant les avantages de chacun communs à tous, laissait au nombre et à la force leur supériorité naturelle. Depuis que les soldats, les généraux, les nations se vendaient pour faire la guerre; depuis que l'or ouvrait tous les cabinets et faisait tous les traités, l'Angleterre avait appris que la grandeur d'un état dépendait de ses richesses, et que sa puissance politique se mesurait sur la quantité de ses millions. Cette vérité, qui avait dû sans doute affliger son ambition, lui devint favorable aussitôt qu'elle eut déterminé le Portugal à recevoir d'elle ses premiers besoins, et qu'elle l'eut lié, par des traités, à la nécessité de les recevoir toujours. Dès-lors ce royaume se trouva dans la dépendance de ses faux amis, pour la nourriture et le vêtement: c'était, selon l'expression d'un politique, comme deux ancres que les Bretons avaient jetées dans cet empire. Ils allèrent plus loin; ils lui firent perdre toute considération, tout poids, tout mouvement dans la combinaison des affaires géné-

rales, en lui persuadant de n'avoir ni forces, ni alliances. Reposez-vous sur nous de votre sûreté, lui disaient les Anglais; nous négocierons, nous combattons pour vous. C'est ainsi que sans avoir prodigué ni sang, ni travaux, sans avoir éprouvé aucun des maux qu'entraînent les conquêtes, ils se rendirent bien plus maîtres du Portugal, que celui-ci ne l'était des mines du Brésil.

Tout se tient dans la nature et dans la politique. Il est difficile, impossible peut-être, qu'une nation perde son agriculture, son industrie, sans voir tomber chez elle les arts libéraux, les lettres, les sciences, tous les bons principes de police et d'administration. Le Portugal est une triste preuve de cette vérité. Aussitôt que la Grande-Bretagne l'eut condamné à l'inaction, il tomba dans une barbarie qui ne paraît pas croyable. La lumière qui brillait dans l'Europe entière, n'arriva pas jusqu'à ses portes. On vit même cette nation rétrograder, et s'attirer le mépris des peuples, dont elle avait excité l'émulation et provoqué la jalousie. L'avantage qu'eut cet état d'avoir des lois supportables, tandis que les autres états gémissaient dans une confusion horrible: cet avantage inestimable ne lui a servi de rien; il a perdu le fil de son génie dans l'oubli des principes de la raison, de la morale, de la politique. Les efforts qu'il pourrait faire, pour sortir de cet état de paralysie ou d'aveuglement, pourraient bien n'être pas heureux, parce qu'il se trouve



difficilement de bons réformateurs dans la nation qui en a le plus besoin. Les hommes propres à changer la face des empires, ont communément une origine éloignée; ils ne sont guère l'ouvrage du moment. Presque toujours, ils ont des précurseurs qui ont réveillé les esprits, qui les ont disposés à recevoir la lumière, qui ont préparé les instrumens nécessaires pour opérer les grandes révolutions. Comme cette chaîne de moyens ne paraît pas s'être formée en Portugal, ce royaume sera réduit à ramper long-temps, s'il n'adopte, avec les modifications convenables, les principes si heureusement suivis par les nations les plus éclairées.

xxviii.  
Moyens qu'il  
conviendrait  
à la cour  
de Lisbonne  
d'employer  
pour tirer  
la métropole  
et  
les colonies  
de leur  
langueur.

Le premier pas vers le bien, ce pas ferme et vigoureux sans lequel tous les autres seraient chancelans, incertains, inutiles, peut-être dangereux, sera de secouer le joug de l'Angleterre. Dans sa situation actuelle, le Portugal ne saurait se passer des marchandises étrangères; il est donc de son intérêt d'établir la plus grande concurrence de vendeurs possible, afin de diminuer la valeur de ce qu'il est obligé d'acheter. Comme il n'a pas moins d'intérêt à se défaire du superflu de son sol et de celui de ses colonies, il doit, par la même raison, attirer dans ses ports le plus qu'il pourra d'acheteurs, pour augmenter la masse et le prix de ses exportations. Rien ne contrarie ces arrangemens économiques.

Le traité de 1703 n'oblige le Portugal qu'à re-

cevoir les étoffes de laine d'Angleterre, aux conditions stipulées avant l'interdiction. On peut faire jouir du même avantage les autres nations, sans s'exposer au reproche d'avoir manqué à aucun engagement. Une liberté donnée à un peuple, ne fut jamais un privilège exclusif et perpétuel qui pût ôter au prince de qui il émanait, le droit de le communiquer à d'autres peuples; il reste toujours nécessairement le juge de ce qui convient à son état. On ne conçoit pas ce que le ministère britannique pourrait opposer de raisonnable à un roi de Portugal qui lui dirait: je veux attirer chez moi des négocians qui habilleront, qui nourriront mes sujets à aussi bon marché, à meilleur marché que vous, des négocians qui emporteront les productions de mes colonies dont vous ne voulez que l'or.

On peut juger de l'effet que produirait une conduite si sage, par les événemens arrivés indépendamment de cette résolution. Il est prouvé par les registres des douanes anglaises, que la Grande-Bretagne qui naguère, faisait presque tout le commerce du Portugal, n'y a envoyé, dans l'espace de cinq ans, ou depuis 1762 jusqu'en 1766 inclusivement, que pour 95,613,547 livres 10 sous de marchandises; qu'elle a reçu pour 57,761,075 liv. en denrées, et que la solde en argent n'a été que de 57,692,475 livres.

Ce qui trompe l'Europe entière sur l'étendue du commerce anglais, c'est que tout l'or du Bré-